

*L'Adresse*

Ils veulent la dignité d'un emploi. Nous devons donc concevoir des programmes qui les aideront à se trouver du travail.

Nous savons que les pauvres ne veulent pas vivre dans la pauvreté. Les Canadiens aptes au travail ne veulent pas recevoir l'aide sociale. Nos programmes doivent donc aider, par exemple, une mère célibataire qui n'a pas accès à des services de garderie; autrement, elle sera forcée de rester à la charge de l'État pendant de nombreuses années.

Il faut reconnaître que jamais les Canadiens n'ont été confrontés à autant de défis sociaux et économiques depuis la dépression des années 1930.

La structure de notre économie change et la cellule familiale a subi une profonde transformation. Nous devons donc réformer notre régime de sécurité sociale de façon à répondre aux besoins des Canadiens d'aujourd'hui.

Le ministre des Ressources humaines annoncera une démarche visant à repenser notre régime de sécurité sociale et à le moderniser en collaboration avec les provinces et pour le plus grand bien de tous les Canadiens.

*[Traduction]*

Au cours de ce débat, la ministre de la Santé parlera de l'engagement du gouvernement à l'égard des services de santé et des problèmes de santé des femmes. Le ministre de la Justice expliquera les dispositions que nous prendrons pour assurer la protection contre la criminalité et la violence au foyer. Il parlera de mesures qui renforceront notre engagement à l'égard de l'égalité fondamentale des Canadiens.

C'est sur ces questions-là qu'on juge une société. Le gouvernement veut jouer son rôle pour veiller à ce que la société canadienne demeure tolérante et généreuse et à ce que la qualité de vie à laquelle nous tenons tous et qui est si proprement canadienne s'améliore encore et profite à tous les Canadiens.

Notre programme est chargé, et il nécessitera une collaboration et un sens de la mission commune comme le pays n'en a pas vu depuis longtemps, le genre d'esprit qui a animé la première rencontre des premiers ministres en décembre. Cette volonté nationale peut maintenant se manifester, les Canadiens sont prêts. Ils veulent que ceux d'entre nous qui occupent des postes de responsabilité dans le secteur public comme dans le secteur privé s'épaulent les uns les autres pour atteindre ces grands objectifs nationaux.

*[Français]*

Je tiens à féliciter le chef de l'opposition pour son discours. C'est un début, à la Chambre des communes, dans une situation tout à fait inusitée, comme il l'a dit lui-même. Je n'ai pas l'intention de répondre à tous les arguments qui ont été avancés parce que je pense que le débat serait plutôt stérile. Lors de la campagne électorale, on a parlé énormément d'emploi, on a parlé beaucoup de déficit au Québec et on a parlé peut-être un peu d'indépendance et de séparation, mais pas beaucoup. Je sais

que si j'allais aborder ce sujet-là, je ne remplirais pas le mandat que j'ai reçu des citoyens de notre pays.

D'ailleurs, mes convictions sont bien connues. Il y a bien des années que je suis ici. Je voudrais tout simplement vous dire que mes convictions canadiennes reposent peut-être sur un texte qui décrit très bien notre pays. Il y a cent ans, un de mes prédécesseurs, Laurier, s'est ainsi exprimé, à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle:

Nous sommes Canadiens français, mais notre pays ne se limite pas au territoire entourant la citadelle de Québec; notre pays est le Canada. Nos concitoyens ne sont pas seulement ceux qui ont du sang français dans les veines. Ils sont tous ceux, quelle que soit leur race ou leur langue, que les aléas de la guerre, les caprices de la fortune ou leur propre choix ont amenés parmi nous.

• (1655)

Ces mots sont aussi pertinents aujourd'hui, au début du XXI<sup>e</sup> siècle, qu'ils l'étaient au début du XX<sup>e</sup> siècle.

**Des voix: Bravo!**

**M. Chrétien (Saint-Maurice):** J'aimerais faire remarquer également qu'il est vrai que nous n'avons pas récolté autant de votes que le Bloc québécois. On se reprendra la prochaine fois, mais pour le moment, c'est une réalité.

Mais je voudrais faire remarquer ceci à mes collègues élus au Québec, qui sont Canadiens de langue française tout comme moi. Il s'est passé quelque chose cette semaine en cette Chambre qu'ils auraient dû noter. Tout d'abord, nous avons choisi un président dans cette Chambre. Deux Canadiens français de l'Ontario ont obtenu un nombre égal de votes au cinquième tour, ce qui veut dire qu'à un moment donné, tous les députés de cette Chambre ont voté pour un Canadien français. L'un a gagné, l'autre pas. Mais de voir un homme tel le député d'Ottawa—Vannier qui, tout au long de sa carrière a toujours été fier d'être français et en parlait avec autant de dynamisme, récolter autant d'appui dans cette Chambre, c'est un signe important.

**Des voix: Bravo!**

**M. Chrétien (Saint-Maurice):** La députée de Madawaska—Victoria, au Nouveau-Brunswick, s'est levée par la suite en cette Chambre pour appuyer la motion en réponse au discours du Trône.

J'ai eu le très grand privilège d'être le député de Beauséjour et de me lever en cette Chambre, représentant les francophones du Nouveau-Brunswick, les Acadiens qui ont été déportés et qui sont revenus. Et c'est cela, mon Canada: le million de francophones hors Québec.

**Des voix: Bravo!**

**M. Chrétien (Saint-Maurice):** Le chef de l'opposition a parlé de modernité, de se mettre à l'heure du XXI<sup>e</sup> siècle. Je suis d'accord. Quand je me lève dans cette Chambre, je regarde autour de cette Chambre.

*[Traduction]*

Je vois tous ces députés de couleurs, de religions, de langues différentes qui appartiennent tous à la grande famille qu'est mon parti, qui sont tous citoyens d'un même pays, le Canada.